

TORNATA DEL 14 FEBBRAIO 1852

- 15 -

PRESIDENZA DEL VICE-PRESIDENTE MARCHESE ALFIERI.

SOMMARIO. *Atti diversi — Relazione sul progetto di legge per una ritenenza sugli stipendi degli impiegati — Discussione del bilancio passivo del 1852 pel dicastero degli affari ecclesiastici e di grazia e giustizia — Interpellanza del senatore Jacquemoud sulla categoria 19 — Risposta del ministro di grazia e giustizia — Approvazione di tutte le categorie — Discussione del bilancio passivo dell'azienda generale delle gabelle pel 1852 — Osservazioni del senatore Di Castagnetto alla categoria 40 — Schiarimenti del ministro delle finanze — Approvazione del bilancio — Discussione del bilancio passivo della marina pel 1852 — Comunicazione del ministro relativa alla categoria 5 — Richieste del senatore Alberto La Marmora in ordine alla categoria 10, appoggiate dal senatore Plana, e accettate dai ministri della marina e dei lavori pubblici — Adozione del bilancio — Presentazione del progetto di legge concernente lo stabilimento di una linea telegrafo-elettrica da Alessandria al confine lombardo — Adozione del bilancio generale passivo pel 1852.*

La seduta è aperta alle ore 2 e 1/2 pomeridiane.
Il processo verbale dell'ultima tornata è letto ed approvato.

ATTI DIVERSI.

PRESIDENTE. Il signor Henfrey fa omaggio al Senato di parecchi esemplari stampati di un opuscolo intitolato: *Cenni intorno ad uno stabilimento di bagni e lavatoi per la città di Torino.*

CINERARIO, segretario, dà lettura del seguente sunto di petizione:

340. Temistocle Santi, già maggiore nelle truppe lombarde, riproduce la petizione da esso sporta il 1° scorso dicembre, notata col numero 331, coll'autenticità della firma mancante nella prima, e tendente ad ottenere dal Ministero della guerra che si provveda in qualche modo alla sua riabilitazione.

RELAZIONE SUL PROGETTO DI LEGGE PER UNA RITENENZA SUGLI STIPENDI DEGLI IMPIEGATI.

PRESIDENTE. La parola è al senatore Vesme, relatore della legge per la ritenenza sugli stipendi degli impiegati.

VESME, relatore, legge la detta relazione. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1148.)

PRESIDENTE. La relazione testè letta sarà mandata alle stampe fin d'ora e distribuita domani. Essa verrà in corso di

discussione al martedì prossimo se il Senato crede di sua convenienza lo stabilire un convegno per martedì.

Non essendovi opposizione, la discussione avrà luogo a martedì.

DISCUSSIONE E APPROVAZIONE DEL BILANCIO PASSIVO DEL DICASTERO DEGLI AFFARI ECCLESIASTICI E DI GRAZIA E GIUSTIZIA PER 1852.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno chiama la discussione sul progetto di bilancio passivo del dicastero degli affari ecclesiastici e di grazia e giustizia. (Vedi vol. *Documenti*, pagine 1063 e 1067.)

Non domandandosi la parola, darò lettura delle varie categorie del suddetto progetto, secondo il solito praticato.

(Sono approvate senza discussione le categorie dalla 1 alla 18 inclusive.)

Cat. 10, *Spese ecclesiastiche*, lire 928,412 30.

JACQUEMOUND. Je demande la parole.

PRESIDENTE. La parola è al senatore Jacquemoud.

JACQUEMOUND. J'aurai l'honneur de présenter quelques considérations sur la dix-neuvième catégorie relative aux dépenses pour frais de culte. Plein de confiance dans les sentiments de justice et dans l'élevation des vues administratives et politiques du Ministère, je ne doute pas qu'il ne se soit préoccupé d'une grave question qui a été soulevée plusieurs fois à la Chambre électorale et au Sénat.

Je veux parler de la situation anormale de quelques provinces de l'Etat qui sont obligées de faire face à la moitié des frais de culte par des centimes additionnels sur la contribution foncière. Tous les biens ecclésiastiques de ces provinces ont été vendus nationalement pendant l'occupation française.

Par le concordat de 1801, Sa Sainteté, pour le bien de la paix et l'heureux rétablissement de la religion catholique, a déclaré que, ni elle, ni ses successeurs ne troubleraient en aucune manière les acquéreurs de ces biens ecclésiastiques, à condition que le Gouvernement assurerait un traitement convenable aux évêques et aux curés, dont les diocèses et les cures seraient comprises dans la circonscription nouvelle.

Toutes les communes du duché de Savoie et une partie de celles de la division de Nice figurent dans cette circonscription. Notre Gouvernement a formellement reconnu que ce concordat subsiste dans toute sa force pour la Savoie, ainsi qu'il en conste du bref pontifical que S. M. le roi Victor Emmanuel I a obtenu du St-Siège le 20 décembre 1816.

Au reste, Sa Majesté s'étant engagée expressément par l'article 27 du traité diplomatique du 30 mai 1814 à respecter les droits des acquéreurs des biens vendus nationalement par la République française, il s'en suit que l'Etat a dû accomplir les conditions auxquelles le St-Siège avait attaché la ratification accordée à la vente des biens ecclésiastiques.

Ce devoir de l'Etat n'a jamais été contesté. La Chambre élective l'a implicitement reconnu sur une pétition dont j'avais l'honneur de lui faire le rapport dans la séance du 2 mars 1850.

J'ai eu également l'honneur de traiter cette question au Sénat, dans la séance du 21 janvier 1851, et les réponses du commissaire royal apprirent que le Gouvernement s'occupait sérieusement de décharger les communes de la Savoie d'un poids aussi onéreux. Enfin, dans plusieurs circonstances, et notamment en 1849, le Gouvernement se montra convaincu de la justice des réclamations faites au nom de ces communes.

Cependant, je ne vois pas figurer au budget de 1852 une somme plus forte pour les frais de culte en Savoie, que pour les années antérieures. Il semblerait donc que l'Etat continue à se charger seulement de la moitié de ces frais de culte et qu'il laisse peser, comme précédemment, l'autre moitié sur la propriété foncière.

Je ne puis supposer que le Ministère ait l'intention de continuer cet état de choses, et je prie monsieur le ministre de la justice de vouloir faire connaître quand et de quelle manière le Gouvernement pourvoira aux moyens de dégrever les communes de la Savoie d'un énorme sacrifice qu'elles ne peuvent plus supporter aujourd'hui que les impôts ont reçu un si fort accroissement. Je ne reviendrai pas sur les considérations que j'ai présentées dans la séance du 21 janvier 1851; je me borne à m'y référer.

Il est absolument impossible que un curé de paroisse puisse vivre avec les 400 francs que le Gouvernement lui alloue.

Mais la question prend aujourd'hui une phase nouvelle depuis que le Gouvernement a adopté en maxime que les suppléments fournis par les communes et les paroisses pour frais de culte ne sont point obligatoires, et qu'il est facultatif de les refuser.

Il en résulte que l'existence des curés et recteurs, des chapitres et des évêques, en un mot le service du culte serait livré à l'arbitre des Conseils communaux, provinciaux et divisionnaires, ce qui serait contraire à la dignité du clergé, au bien de la religion et à une droite politique, si le concor-

dat du 14 mai 1828 n'eût tranché cette question d'une manière expresse.

En effet, il y est dit que les allocations dont jouissaient alors les paroisses ne pourraient être sujettes à aucune diminution. (*Traité politique de la Maison de Savoie*, volume v, page 381, § 2.) Or si les municipaux ont la faculté de s'eximer de la part pour laquelle ils contribuaient à ces allocations, il appartiendra nécessairement à l'Etat d'y suppléer.

Le Gouvernement peut s'attendre à ce que ces suppléments des communes donneront lieu à de graves difficultés, et il finira, peut-être, par avoir autant de réclamations que de paroisses; il importe qu'il soit averti et qu'il prenne ses mesures afin que le service du culte religieux ne soit pas entravé par des questions fâcheuses.

Cette maxime que les suppléments pour frais de culte sont simplement facultatifs pour les divisions, les provinces et les communes a reçu déjà son application dans la division administrative d'Annecy. Cette division s'est refusée à continuer les allocations pour lesquelles elle contribuait relativement aux chapitres et aux diocèses de Chambéry, de Tarantaise et de Saint-Jean de Maurienne. Pendant que la question était pendante, les évêques et les chapitres ont continué à recevoir leurs traitements comme par le passé (on sait combien ces traitements sont modiques), maintenant que la question est décidée, il s'agit non-seulement de leur faire supporter une diminution proportionnelle, mais encore de leur faire subir une retenue pour ce qu'ils sont censés avoir reçu de trop l'année dernière.

Comment veut-on qu'un chanoine qui a mille francs de traitement, s'il est de la dernière catégorie, ou douze cents francs, s'il est de la première catégorie, puisse exister, lorsqu'il n'aura plus que cinq ou six-cent francs de traitement? Il est indispensable que le Gouvernement y supplée sans délai, car c'est une question d'aliments, c'est une affaire urgente.

Je sais que des réclamations ont été adressées à ce sujet à monsieur le ministre de la justice. Elles sont tellement fondées, tellement raisonnables, que la solution ne saurait en être douteuse de la part d'un jurisconsulte et d'un homme d'Etat aussi éclairé. C'est pourquoi je prie monsieur le ministre de la justice de vouloir faire connaître les déterminations du Gouvernement, soit sur les frais de culte relativement aux communes et aux provinces de la Savoie, soit sur la question spéciale, dont je viens de rappeler les circonstances.

DEFORESTA, ministro di grazia e giustizia. Sono lieto di poter dichiarare all'onorevole senatore preopinante che il Governo si preoccupa vivamente della condizione dei parrochi della Savoia, del contado di Nizza e delle altre parti dello Stato in cui i medesimi hanno tenuissime congrue.

Egli non potrebbe tuttavia provvedervi in modo definitivo, senza una legge, della cui presentazione al Parlamento non è ancora venuto il momento opportuno.

Intanto però il Governo desidera, e anzi sta in questo momento maturando un progetto ne' limiti del suo potere e dei mezzi dei quali può disporre onde venire al sollievo dei comuni della Savoia e dei supplementi che essi pagano in questo momento ai parrochi.

In quanto alle reclamazioni che in realtà sono state fatte dai canonici delle diocesi di Chambéry, di Tarantasia e Moriana, ho pure la soddisfazione di poter assicurare l'onorevole preopinante che in questo momento è in pronto la relazione per essere sottoposta al Re, e che domani forse po-

trò prendere gli ordini di S. M. per soddisfare appunto alle accennate reclamazioni.

Io spero che dopo queste spiegazioni l'onorevole signor preopinante sarà appagato, e che potrà votarsi la categoria che è in discussione.

JACQUEMOUR. Je remercie monsieur le ministre des explications qu'il vient de donner et je compte sur la sagesse du Cabinet pour faire droit aux justes réclamations du clergé et des communes de la Savoie.

PRESIDENTE. Non essendo stata fatta proposta alcuna, e non insistendosi dal signor senatore Jacquemoud, procederò avanti nella lettura delle categorie.

(Sono approvate senza discussione le rimanenti categorie del bilancio dalla 20 alla 24 inclusive.)

Cat. 23, *Maggiori assegnamenti sotto qualsiasi denominazione (sospesa).*

Quanto a questa categoria stata sospesa, si deve aggiungere la somma stata portata nella legge votata due giorni fa in lire 9600.

Riassunto.

Parte 1 ^a Spese ordinarie	L. 8,499,309 80
Parte 2 ^a Spese straordinarie	73,299 »
Totale generale	L. 8,272,608 30

Chi approva la totalità di queste cifre voglia levarsi.
(Il Senato approva.)

**DISCUSSIONE E APPROVAZIONE
DEL BILANCIO PASSIVO DELLE GABELLE PER 1852.**

PRESIDENTE. Passeremo ora alla deliberazione sul bilancio delle gabelle. (Vedi vol. *Documenti*, pagine 1071 e 1074.)

Se nessuno domanda la parola darò lettura delle categorie.

(Sono approvate senza discussione le categorie dalla 1 alla 39 inclusive.)

Cat. 40, *Compra tabacchi*, lire 3,728,900.

DI CASTAGNETTO. Che si debba sottostare all'incremento del prezzo dei tabacchi la è cosa naturalissima; ma mi pare alquanto inerescevole che si scelga l'anno in cui le foglie sono incarite per fare una maggior provvista di tabacco. Io non intendo con ciò muovere censura di sorta al Ministero; desidererei soltanto sentire dall'onorevole ministro delle finanze se non sarebbe stato possibile il differire questa incetta ad un anno venturo, nella speranza che i prezzi divenissero maggiormente favorevoli.

CAVOUR, reggente il Ministero delle finanze e ministro di marina, agricoltura e commercio. L'onorevole preopinante desidera di conoscere il motivo pel quale si chiede un aumento di somma per la compra dei tabacchi. Egli osserva che le foglie essendo aumentate di prezzo, sarebbe stato più opportuno il differire di far gli acquisti fino ad epoca più opportuna e più conveniente.

Ma è appunto perchè l'azienda è stata indotta in questo sistema che si venne nella necessità di fare acquisti e di farne in una proporzione maggiore degli anni scorsi; è appunto perchè fin dall'anno scorso, o per dir meglio fin dal 1850, in cui il prezzo dei tabacchi aveva aumentato, che l'azienda andò a rilento negli acquisti, massime nelle qualità del Kentucky, che sono quelle la cui consumazione va più rapidamente crescendo, e andò tanto a rilento che le fabbriche dello Stato

si trovarono in procinto di dover sospendere i lavori per difetto di foglie. Vi fu un'epoca, al mese di ottobre, in cui, prese in complesso le fabbriche dello Stato, non vi era tabacco del Kentucky per 15 giorni. Quindi l'azienda e il Ministero avendo visto qual pericolo si corresse, decisero, malgrado l'elevazione dei prezzi, di far diversi contratti colle due principali case di tabacchi che si conoscono in Europa, appunto perchè in quell'epoca le foglie avevano già di molto ribassato. Difatti il contratto stipulatosi per necessità nel mese di gennaio fu fatto a ragione di 160 lire al quintale metrico, mentre i due contratti stipulati in agosto lo furono sul piede di lire 127 50, ciò che costituisce un vantaggio di circa il 23 per cento. Tuttavia debbo confessare che in seguito i tabacchi hanno ancora ribassato, e se si fosse aspettato a fare il contratto attualmente, certo si sarebbe ancora ottenuto un prezzo minore; ma al mese d'agosto le fabbriche erano assolutamente sprovviste e correva la necessità d'assicurarne le somministranze.

Vi è poi una circostanza relativa ad uno di questi contratti, la quale indusse il Ministero ad aderire a due di essi invece che ad uno. Ciò avvenne per essersi trovato il Ministero già quasi impegnato con un appaltatore, allorchè gli si offerse da un altro un considerevolissimo ribasso.

Esso accettò naturalmente il ribasso offerto dal secondo, ma siccome già trovavasi quasi impegnato col primo, il quale pure si profferse di sottostare al ribasso ottenuto col secondo, il Governo non ha potuto ricusare.

Per altra parte al mese di agosto non si poteva prevedere che il raccolto sarebbe stato abbondantissimo piuttosto che cattivo, e il Senato sa che questo raccolto dipende dalla mittezza o dalla crudità dell'autunno, poichè se questo è bello, si possono ritirare le foglie e farle seccare, ciò che non avviene se tale stagione è infesta.

Ora accadde appunto che l'eventualità fosse favorevole al raccolto, e che vi sia stato per conseguenza un ribasso nei prezzi. Nullameno non si può dire che le nostre provviste siano eccessive, poichè, stando a quello che abbiamo in magazzino, e a quello che è impiegato, abbiamo la consumazione assicurata per l'anno corrente, e per parecchi mesi dell'anno venturo.

Il Senato sa che per i contratti di una materia (come i tabacchi) che non si può procurare se non molti mesi dopo averne dato l'ordine, è cosa prudente di averne per lo meno per un anno, per diciotto mesi tra magazzini e tra contratti assicurati.

Si è poi ancora aumentata l'incetta per un motivo semplicissimo, cioè perchè vi è un aumento notevolissimo nello smercio del tabacco, ed il Senato lo ha potuto vedere dai conti pubblicati dall'amministrazione delle gabelle, mentre il prodotto dei tabacchi dell'anno scorso paragonato a quello dell'anno antecedente presenta un aumento, credo, di 700,000 lire; e possiamo supporre che simile aumento si verificherà per quest'anno, poichè nel solo mese di gennaio per gli Stati di terraferma vi è un aumento di 43,000 lire nei prodotti dei tabacchi. Dunque, aumentando lo smercio, si deve aumentare anche l'incetta.

Se queste spiegazioni faranno capace...

DI CASTAGNETTO. Mi permetterò ancora di chiederne un'altra al signor ministro, ed è se i contratti sono durativi.

CAVOUR, reggente il Ministero delle finanze e ministro di marina, agricoltura e commercio. Non si fanno mai contratti durativi per i tabacchi: si fanno per una determinata quantità da somministrarsi nel corso dell'anno.

Ora dirò di più, che l'amministrazione si occupa di rac-

cogliere dati su tutte le piazze d'Europa, e persino nell'America, onde vedere se non vi sarebbe altro mezzo di procacciarsi tabacchi che fosse più vantaggioso per il pubblico erario.

Io credo poi che per ottenere dei prezzi migliori sarà forse necessario il modificare un poco le condizioni attuali dei contratti, poichè l'amministrazione, nell'interesse del pubblico erario, ha sempre imposte condizioni stringentissime, e fra le altre impone l'obbligo ai somministratori di rimettersi alla perizia che fanno gli agenti stessi dell'amministrazione; così che si può dire che l'amministrazione è giudice e parte. La quale condizione è certo talmente grave, che gli appaltatori sono costretti di tenersi a prezzi un poco elevati, come una specie di guarentigia contro il pericolo. Sicuramente questa amministrazione gode di un'ampia reputazione di lealtà e di onestà; tuttavia chi è giudice nella propria causa, quantunque onesto, è inclinato a favorire se stesso.

(Sono approvate senza discussione le rimanenti categorie del bilancio dalla 41 alla 65 inclusive.)

PRESIDENTE. Pongo ai voti il totale generale che ascende a lire 12,944,592 59.
(È approvato.)

DISCUSSIONE ED APPROVAZIONE DEL BILANCIO DELLA MARINA PER 1852.

PRESIDENTE. Rimane a darsi corso all'ultimo dei bilanci su cui si è riferito, e sul quale bassi ancora da dare il voto, cioè il bilancio della marina. (Vedi vol. *Documenti*, pagine 1046 e 1050.)

Se non si domanda la parola, verrò alla lettura delle categorie di questo bilancio:

Parte prima. — Spese ordinarie.

Cat. 1, Ministero di marina, lire 34,500.

Cat. 2, Azienda generale di marina, lire 103,634 22.

Cat. 3, Amministrazione della marina mercantile, lire 70,810.

Cat. 4, Scuole di nautica, lire 8000.

Cat. 5, Amministrazione sanitaria, lire 122,909 40.

CAVOUR, reggente il Ministero delle finanze e ministro di marina, agricoltura e commercio. Ho il piacere d'annunziare al Senato, in ordine a questa categoria, che è stato definitivamente firmato in Parigi il trattato sanitario fra tutte le principali potenze del Mediterraneo, con cui si assicura un'uniformità di regole nelle discipline sanitarie tanto per le provenienze delle derrate quanto per quelle delle merci.

Io ritengo che questo provvedimento debba riuscire molto utile per le merci in generale e per la marineria.

Nella prossima Sessione avrò l'onore di sottoporre al Parlamento la relativa legge onde poter mandare ad esecuzione questo trattato, il quale necessariamente richiederà la riforma completa del nostro attuale sistema sanitario, e quindi anche questa parte del bilancio andrà probabilmente soggetta a modificazioni. Siccome però questo formerà l'oggetto di una legge speciale, io credo che il Senato possa intanto votare la mentovata categoria, e così confermare il sistema finora vigente.

PRESIDENTE. Cat. 6, Uditorato e spese di giustizia, lire 4500.

Cat. 7, Genio navale, lire 21,000.

Cat. 8, Stato maggiore generale, lire 329,885.

Cat. 9, Corpo reale Equipaggi, lire 906,809 86.

Cat. 10, Regia scuola di marina, lire 39,714.

LA MARNORA ALBERTO. Allorchè nel 1840 ho preso il comando della regia scuola di marina, trovai, fra le altre cose imperfette, anche un cannocchiale dei passaggi che era stato mandato colà dall'osservatorio di Torino, e che ho dovuto far riattare a Parigi, poichè era necessario cambiargli l'oculare e l'obbiettivo: il che vuol dire rifarlo interamente.

Conoscendo tutta l'importanza di questo strumento, anche imperfetto qual era, io mi sono adoperato d'accordo col professore Garibaldi, di sempre cara memoria, perchè si erigesse un osservatorio nella scuola di marina, il quale fu fatto in due soli anni. Questo osservatorio è stato molto utile sia per l'istruzione degli allievi, come estandio per regolare i cronometri della regia marina militare. Alla scuola ricevevamo pure i cronometri della marina mercantile, i quali dai capitani reduci da viaggi di lungo corso, si mandavano colà e venivano regolati come quelli della marina militare. Ne nascevano però molti inconvenienti, fra gli altri quelli causati dalle formalità di dogana, e specialmente dai pericoli che i cronometri correvano nel venire trasportati dalle navi sino alla scuola di marina situata sul colle di Genova.

Questi inconvenienti mi fecero nascere l'idea di fare in Genova ciò che si pratica in molte altre parti, e specialmente in Gibilterra, al Capo, credo, ed altresì a Buenos Ayres, vale a dire di dare un segnale del passaggio del sole o di qualche astro sul meridiano del luogo, un segnale che, conosciuto dai capitani, li mettesse in grado di regolare i propri orologi da sé, e per conseguenza di schivare tutti gli inconvenienti nascenti dal doversi trasportare a terra questi orologi.

Io mi sono adoperato affinchè questo segnale si facesse, ed a tale scopo ho fatto fabbricare una torre su cui ho collocato un gran disco nero, il quale in un punto preciso doveva cadere e dare così il segnale convenuto. Tutto era pronto quando gli eventi del 1848 mi chiamarono altrove, epperò i benefici che io credeva che la scuola avrebbe potuto procacciare alla marina mercantile di Genova rimasero sospesi, e sinora non se ne è più tenuto conto.

Io pregherei il signor ministro della marina di voler interessarsi acciocchè questo segnale si facesse, e lo prevenge non esservi bisogno di aumentare il personale: non occorrono altre spese se non quella di ordinare che ogni settimana in un dato tempo un bass'uffiziale di marina, un pilotino assista il professore della scuola o direttore, che dir si voglia, dell'osservatorio, mentre fa questo segnale; il quale, ben inteso, debb'essere di vista e non di cannone, perchè tutti sappiamo che un segnale lontano deve aver tutta l'esattezza possibile, ciò che non potrebbe avere il cannone.

E poichè ho la parola, io pregherei ancora il signor ministro di una cosa, ed è questa: noi abbiamo bisogno di carte marittime per le nostre coste tanto del continente come dell'isola di Sardegna; e questo bisogno si fa grandemente sentire specialmente per i naviganti forestieri, i quali, non conoscendo bene le nostre coste, qualche volta si trovano costretti essi stessi di gettarsi in terra per sfuggire i più gravi disastri, e non rovinarsi compiutamente.

Io non intendo promuovere un corpo d'ingegneri idrografi come hanno altre nazioni: ma credo che a questa mancanza si possa facilmente supplire nominando una Commissione di ufficiali di stato maggiore e di ufficiali di marina, i quali tutti gli anni possono fare dei buoni rilevamenti.

Intendo rilevamenti buoni quelli che sono fatti secondo le regole d'arte, e che il Governo sancisce e prende sotto la sua responsabilità.

Tutti sappiamo come una carta difettosa possa dare luogo a

disastri terribili; e se un Governo prende su di sé la responsabilità unicamente per la compiacenza che una carta sia stata fatta piuttosto da questo che da quell'altro, la sua responsabilità è grandissima.

Io pregherei adunque il signor ministro di prender in considerazione questa mancanza di carte, e di far sì che col tempo noi ne possiamo avere pel nostro litorale come altri paesi le hanno per le loro coste.

PLANA. Domando la parola.

PRESIDENTE. Ha la parola.

PLANA. È lodevole il suggerimento del senatore Alberto La Marmora rispetto al segnale per regolare gli orologi: ma io osserverei che sarebbe meglio di uniformarsi a quello che si fa a Londra, dove il segnale si dà per mezzo d'un peso che cade sopra un filo, il quale poi per mezzo dei telegrafi lo comunica a tutte le stazioni. Questa è la maniera con cui si dà il segnale per l'aggiustamento di tutti i cronometri; in una parola il metodo è quello scritto nella Raccolta delle osservazioni di Greenwich, ed io sono d'avviso di adoperare assolutamente lo stesso metodo a Genova, poichè la spesa sarebbe veramente piccola.

LA MARMORA ALBERTO. Io non sto discutendo sul metodo; io voglio la cosa.

PLANA. Io voleva unicamente accennare a quello che si fa in Inghilterra, e che a me pare sia il metodo migliore per ottenere ciò che l'onorevole senatore Alberto La Marmora desidera.

CAVOUR, reggente il Ministero delle finanze e ministro di marina, agricoltura e commercio. Io credo di poter accettare il consiglio che mi venne dato dall'onorevole senatore La Marmora, ed ampliato dall'illustre senatore Plana: e non riuscirà difficile il porlo ad esecuzione, perchè nel collegio di marina vi ha un professore destinato alla direzione delle specule, ed un altro delle cose di nautica, intelligentissimo, il quale riempie l'ufficio di vice-direttore. Io credo adunque che si potrà facilmente mandare ad effetto l'indicato suggerimento. Inoltre io mi riservo di fare studiare quale sia il metodo più opportuno per ottenere lo scopo che gli onorevoli preopinanti si propongono di raggiungere.

In ordine poi al secondo consiglio dato dall'onorevole senatore La Marmora, quello cioè di far preparare delle carte delle nostre coste, cioè dei portolani, dirò che io l'accolgo molto volentieri, ma che non potrò mandarlo ad effetto così facilmente, poichè l'impresa ch'egli ci consiglia trarrebbe seco, se non ingentissime, certamente non poche spese.

Riconosco l'utilità di avere carte perfette, ma non bisogna dimenticare che abbiamo già un portolano di tutte le nostre coste, il quale sicuramente può lasciare a desiderare qualche cosa, ma che nullameno è stato compilato da un illustre membro di questo Consesso, e che finora ha giovato assai a tutti i navigatori: voglio fare allusione al portolano dell'ammiraglio Albini. Sicuramente l'ammiraglio Albini non avendo avuto i sussidi che in ora si potrebbero avere, e che hanno avuto gl'ingegneri e i navigatori delle altre nazioni, non ha potuto fare un'opera perfettissima come quelle che esistono per molte altre nazioni; ciò non di meno posso assicurare il Senato che, se si tien conto dei mezzi che aveva a sua disposizione, si avrà argomento grandissimo per dire che l'opera dell'illustre ammiraglio è altamente lodevole.

Diffatti noi vediamo che con questo portolano la nostra marina si militare che mercantile ha potuto navigare sulle nostre coste senza che si abbiano a lamentare molti sinistri.

Per una parte poi delle nostre coste noi abbiamo già il lavoro steso dal Governo francese, il quale ha fatto prendere i

piani dalle coste di Tolone sino a Genova, lavoro che credo compiuto; ora si sta lavorando per istudiare le coste da Livorno fino a Genova: ed io credo che si possa trarre profitto da questo lavoro, essendo esso affidato a due distintissimi ingegneri nautici.

Comunque sia, io mi farò un dovere di studiare la questione, di affidarne l'incarico ad una Commissione, ed io spero che l'onorevole preopinante, dopo essermi stato cortese dei suoi consigli, mi sarà pure cortese della sua cooperazione, e vorrà anche aiutarmi a risolvere il problema nel senso il più perfetto ed anche economico.

LA MARMORA ALBERTO. Il signor ministro parlò dei lavori ora esistenti; ma io gli farò osservare che alcune di queste carte sono state riconosciute non molto perfette; per esempio nell'anno scorso, quando il Governolo o la Costfluzione andò per prendere Sua Maestà in Savona, se il capitano si affidava al piano del porto che gli era stato mandato il giorno prima, investiva; mentre esso era segnato, credo, 15 o 16 piedi di più di quello che è stato notato.

I nostri porti sono pessimamente scandagliati, e un cattivo scandaglio è un inganno, una perfidia per il navigante. Il navigante quando sta sulla fede di una carta, deve poterci stare; se questa è falsa, è un'infamia, è un'insidia che gli si tende; la carta cattiva bisogna darla per cattiva.

Io credo quindi che i Francesi hanno fatto delle eccellenti carte, come dice il ministro, hanno rilevato il porto di Villafranca, quello di Mentone, di Vado e della Spezia, ma fra questi punti e tutto il nostro litorale ci sono anche molti luoghi che interessa sommamente al navigante di conoscere a fondo, perchè, come dico, quando viene un fortunale, e non si può reggere al tempo, il capitano qualche volta, se crede che la costa sia buona, si lascia andare nella sabbia, e non fa che arenare il suo bastimento; ma se invece della sabbia, trova uno scoglio, è rovinato; e si rovina come? Sulla fede di una carta.

Io dico quindi che bisogna mettere una grandissima importanza sull'esattezza delle carte.

PALEOCAPA, ministro dei lavori pubblici. Quel che ci dice l'onorevole preopinante è giustissimo; ma io lo prego di osservare che vi sono dei porti in condizione tale, che per quanta esattezza sia stata posta nel fare la carta, essi mutano condizione. Questi sono tutti i porti che si stabiliscono per interrimento, i quali mutano di condizione da un momento all'altro, principalmente dopo molti fortunali; sicchè la carta può essere esattissima, ma è necessario rettificarla.

Quel ch'egli dice di Savona non mi pare che si possa attribuire assolutamente a difetto di carta.

Io non so dire se questa fosse o non esatta; ma siccome il porto di Savona si stabilisce per interrimento, può darsi che la carta fosse esattissima, e che avesse mutato condizione l'introito del porto.

E tanto è vero che l'onorevole preopinante dice che erano stati fatti scandagli nel giorno antecedente, e che erano stati falsamente indicati.

Dunque l'errore era di chi aveva fatto lo scandaglio antecedente, e non si può assolutamente attribuire alla carta.

Io citerò un esempio, ed è quello del mare Adriatico.

L'onorevole preopinante sa meglio di me che eccellente carta ci sia per tutto il mare Adriatico; carta fatta in concorso degl'ingegneri idrografici tedeschi e degl'ingegneri inglesi; epperò questa vale, e vale costantemente per la maggior parte dei porti della Dalmazia e dell'Istria, i quali non sono stabiliti per interrimento, ma sono porti scogliosi che non mutano. Ma se prendiamo le coste d'Italia, le coste del

nostro paese, e principalmente quella veneta, stabilita in una spiaggia arenosa, che muta condizione ad ogni momento, essa più non può precisamente tornare all'uso, perchè se era esattissima all'epoca in cui fu fatta per tutte le bocche del porto di Venezia, certo più non vale presentemente e non dà nessun indizio, e bisogna continuamente scandagliare e continuamente rettificarla.

LA MARMORA ALBERTO. Non voglio abusare della sofferenza del Senato per parlare più a lungo, ma io debbo rettificare una cosa.

Il signor ministro mi ha capito male; io non ho detto che fosse stato scandagliato alla vigilia, ma che era stato spedito la vigilia il piano del porto, e dissi che le sonde furono messe a capriccio.

PALEOCAPA, ministro dei lavori pubblici. Allora l'errore sta nell'averle messe a capriccio, ma non nella carta.

PRESIDENTE. Categoria 11.

(Sono approvate senza discussione le rimanenti categorie del bilancio dalla 11 alla 28 inclusive.)

(È approvato.)

PRESENTAZIONE DI UN PROGETTO DI LEGGE PER LO STABILIMENTO DI UNA LINEA TELEGRAFICA DA ALESSANDRIA AL CONFINE LOMBARDO.

PALEOCAPA, ministro dei lavori pubblici. Domando la parola per la presentazione di un progetto di legge già stato approvato dalla Camera dei deputati.

PRESIDENTE. Il signor ministro ha la parola.

PALEOCAPA, ministro dei lavori pubblici, presenta il detto progetto di legge. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1197.)

PRESIDENTE. Do atto al ministro della presentazione di questo progetto relativo allo stabilimento di una linea telegrafica da Alessandria al confine lombardo. Intanto, siccome è stata chiesta dal ministro medesimo l'urgenza, io la metterò ai voti.

(È approvata.)

ADOZIONE DEL BILANCIO GENERALE PASSIVO PER 1852.

PRESIDENTE. Resta ora a chiamare l'attenzione del Senato sull'articolo unico di legge col quale viene approvato il bilancio generale passivo di cui sono state già adottate le varie parti per alzata e seduta. L'articolo è così concepito:

« È approvato il bilancio generale passivo dello Stato per l'esercizio mille ottocento cinquantadue nella somma complessiva di lire cento trentanove milioni, cento ottantacinque mila, quattrocento cinquantasei, centesimi ottantanove, ripartita in conformità della tabella annessa alla presente legge. »

Darò lettura della tabella per richiamare alla memoria del Senato la somma stata parzialmente assegnata per ogni bilancio.

Quadro ricapitolativo delle spese del bilancio generale per 1852, col progetto di legge adottato dalla Camera dei deputati il 14 gennaio 1852.

Num.	Bilanci	Spese		Totale	
	Denominazione	Ordinarie	Straordinarie		
3	Spese generali	48,586,662 68	360,649 23	48,947,311 91	
4	Culto, grazia e giustizia	5,199,309 50	73,299 »	5,272,608 50	
5	Eestero e poste	3,068,668 23	12,779 »	3,081,447 23	
6	Istruzione pubblica	1,792,202 15	89,095 60	1,875,257 75	
7	Interno	5,122,134 09	442,590 64	5,564,724 73	
8	Marina	4,083,409 50	650,000 »	4,733,409 50	
9	Agricoltura e commercio	471,181 50	97,380 »	568,561 50	
10	Lavori pubblici	2,620,307 02	1,018,688 31	3,638,995 33	
11	Strade ferrate {	Servizio di costruzione	400,064 94	9,531,000 »	9,931,964 94
		Servizio dell'esercizio	1,489,405 »	»	1,489,465 »
12	Guerra	29,500,888 26	1,409,159 93	30,910,048 19	
13	Artiglieria, fortificazioni, ecc	2,282,936 57	1,475,726 50	3,758,663 07	
14	Finanze	6,099,542 04	369,024 61	6,468,566 65	
15	Gabelle	12,981,479 57	12,913 02	12,944,392 59	
		123,649,151 05	15,536,305 84	139,185,456 89	

TORNATA DEL 14 FEBBRAIO 1852

Se nessuno domanda la parola, io porrò ai voti questo articolo.

(È approvato.)

si procederà ora all'appello nominale per lo scrutinio segreto.

Risultamento della votazione:

Votanti.....	56
Voti favorevoli.....	40
Voti contrari.....	16

(Il Senato adotta.)

Il Senato resta convocato per martedì alle due in seduta pubblica, e per lunedì alla stessa ora negli uffici, salvochè egli intenda di procedere fin d'ora all'esame della legge testè presentata.

Alcuni propendono di andare immediatamente negli uffici. Se non v'ha osservazione in contrario, resta convenuto che si proceda immediatamente all'esame della legge di cui è stata dichiarata l'urgenza.

La seduta è levata alle ore 4 e 1/2.